

« Gouverner avec la N-VA ? Seulement si le communautaire est au frigo »

BRUXELLES Vincent De Wolf (MR) rejette les propositions institutionnelles de la N-VA

► La N-VA au pouvoir à Bruxelles ? Reynders a ouvert la porte, De Wolf pose des conditions.
► Pour le chef de groupe, l'avenir de la capitale passe par une révolution dans la politique de logement pour garder la classe moyenne.

ENTRETIEN

Vincent De Wolf est le chef de groupe MR au parlement bruxellois. Après les déclarations du vice-Premier Didier Reynders qui n'a pas exclu une alliance avec la N-VA à la Région, celui qui est aussi le maire d'Etterbeek précise la position des libéraux bruxellois.

C'est possible de gouverner avec la N-VA à Bruxelles ?

J'avais pris une position très claire comme tête de liste en 2014, avant le gouvernement fédéral d'aujourd'hui. C'était sur base des statuts de la N-VA et de leur programme. Depuis lors, la démonstration a été faite qu'ils ont été capables - ils l'ont fait au fédéral - de mettre l'institutionnel et le communautaire de côté. Si cela est possible à Bruxelles, alors oui, c'est un parti démocratique, il n'y a pas de raison qu'on ne discute pas avec eux, d'autant plus que sur le socio-économique, il peut y avoir des points de convergence.

Par contre, si on en reste à ce que j'avais lu à l'époque au niveau du communautaire et de l'institutionnel, je pense qu'il est difficile de gouverner ensemble à Bruxelles. Car je suis intensément bruxellois, intensément défenseur de l'autonomie de Bruxelles.

C'est un « oui mais » avec des

« Je ne suivrai jamais la N-VA dans ses caricatures du style 'une seule zone de police à Bruxelles' »

conditions ?

Oui, à condition de mettre le communautaire et l'institutionnel au frigo.

Le communautaire inclut la fusion des communes et des zones de police, revendications N-VA ?

Effectivement. Je ne suivrai pas la N-VA dans ses caricatures du style « il ne faut plus qu'une zone de police ou qu'une commune à Bruxelles ». Je n'ai jamais dit l'inverse. Maintenant, il n'y a pas de tabou non plus. On l'a dit au niveau du parti, on peut toujours mieux faire, discuter des frontières communales par exemple. Je dis, person-

nellement : avant de changer les choses, il faut démontrer que cela ira mieux après et que cela ne va pas bien aujourd'hui. Dans les zones de police, je n'ai pas d'exemple de dysfonctionnement. Quant aux communes, elles restent un niveau essentiel pour les citoyens.

Vous pensez toujours, comme en 2014, que la N-VA est un parti « bruxellicide » ?

C'est moi qui ai inventé ce mot, modestement, à la radio. Je l'avais dit dans la configuration de l'époque. Je ne retire rien à ce que j'ai dit à l'époque, mais on n'est plus dans cette configuration aujourd'hui. Je lui dit : la démonstration a été faite - au fédéral - que la N-VA était capable de mettre ses revendications communautaires de côté. Elle a continué à avoir des revendications mais hors gouvernement. S'ils peuvent faire la même chose à Bruxelles, cela vaut la peine d'essayer de faire quelque chose avec eux. Sinon, ça me paraît compliqué d'y arriver.

Des ténors politiques ont réclamé un « big bang » institutionnel à Bruxelles : Zakia Khattabi, Pascal Smet... Votre avis ?

Ce n'est pas à la veille des élections qu'il faut tout réformer en urgence. C'est mauvais. Après les élections, on peut créer un groupe de travail pluripartis sur ces réformes, comme on l'a fait sous cette législature avec la gouvernance. On a obtenu des résultats. On peut prendre le temps, entendre des experts, des professeurs d'université, modéliser les schémas des uns et des autres...

Et aboutir à des textes.

Pas de big bang, donc ?

Cela peut aboutir à un big bang quand même ! Je vais vous proposer des choses sur le logement assez révolutionnaires (lire ci-contre, NDLR). Un message : prenons le temps de faire cela sérieusement.

Un mot sur le Siamu. Suite à

vos mobilisations, une commission spéciale va analyser en détail les problèmes des marchés publics. Selon la secrétaire d'État Cécile Jodogne, on risque de ne pas apprendre grand-chose.

M^{me} Jodogne n'est pas très à l'aise dans ce dossier. Il faut être de bon compte, je n'ai pas sorti ce dossier pour faire du tort au Siamu, pas du tout ! Je l'ai fait car ce qu'on découvre ne peut pas rester sans solution et que mani-

festement, les solutions ne sont pas sur la table. Je ne dis pas que Cécile Jodogne a tous les torts. Mais pour moi, elle a commis des erreurs qui sont des fautes politiques. On ne peut pas à ce point vouloir mettre un couvercle sur la casserole, c'est ce qu'elle a fait pendant des mois. Ce n'est pas normal d'avoir voulu tenter qu'on n'en parle pas. L'occasion historique est là, sur la table.

Pour moi, le scandale du Siamu est plus important que celui du

Samusocial. Ici, on en arrive à des situations où on met en danger le fonctionnement d'un service de secours.

Cécile Jodogne estime que sa réforme va résoudre les problèmes.

Je considère que cela n'est pas vrai. Elle fait un écran de fumée pour dire qu'elle a essayé de tout faire. ■

Propos recueillis par
ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

propositions Des taux à 0 % pour se loger

Pour Vincent De Wolf, l'avenir de Bruxelles passe par une révolution en matière de politique de logement. Détails : « Sans sa classe moyenne, Bruxelles va mourir ! Je dis même : Bruxelles est en train de mourir. » Le chef de groupe propose donc le lancement de 1.000 prêts hypothécaires à taux zéro par an. « La Région pourrait faire un marché public vers les banques pour négocier le meilleur taux. Elle prendrait alors en charge les intérêts, ce qui aiderait de nombreux ménages de la classe

moyenne à acheter. » Coût estimé de la mesure : 75 millions d'euros par an. En dix ans, 10.000 ménages pourraient être aidés dans leur achat de logement.

Pour développer le logement moyen, le MR propose d'abaisser la TVA sur la construction et l'acquisition de logements moyens conventionnés et de pénaliser les communes qui ne créent pas assez de logement par un bonus-malus attaché à la dotation générale aux communes (une enveloppe financière de la Région).

Quant aux logements sociaux,

De Wolf regrette le parcours du combattant bruxellois : « Il existe une cinquantaine d'opérateurs à la Région. Je propose que les 16 SISP (sociétés immobilières de service public) soient le guichet unique du logement à finalité sociale. » Il propose aussi de rationaliser le secteur, en confiant l'entretien du patrimoine aux seules SISP et en faisant de la SLRB (Société du logement de la Région) l'opérateur unique pour les projets de construction de nouveaux logements. ■

A.-C.B.

ANALYSE

Des précisions utiles

En précisant les conditions pour une hypothétique coalition avec les nationalistes à Bruxelles, Vincent De Wolf apporte des précisions nécessaires : non, il n'est pas question que les francophones cèdent sur l'autonomie de la Région-Capitale. Une mise au point utile dans la mesure où les déclarations de Reynders avaient provoqué un tollé côté francophone : tous les partis ont rejeté l'idée d'une alliance bruxelloise avec la N-VA, qui rêve d'une capitale co-gérée par les Flamands et les Wallons. Laurette Onkelinx (PS) a même estimé que cela revenait à introduire « Je loup dans la bergerie ». De Wolf : « Si le message de la N-VA est de garder ses revendications institutionnelles en niant l'autonomie de Bruxelles et les acquis de 1989 (création de la Région bruxelloise, NDLR), ce n'est pas possible de gouverner dans un esprit respectueux de la Région. » Voilà qui est clair. Reste à voir ce que la N-VA décidera en 2019, si elle est en position de force au parlement bruxellois. Accepterait-elle de monter dans un gouvernement sans obtenir ses principales revendications (fusion des communes, des zones de police, etc.) ? Le second message de De Wolf : la priorité du MR, c'est le maintien de la classe moyenne dans une capitale qui se paupérise. Ce sera sans doute un thème de la campagne régionale de 2019. A propos, sera-t-il tête de liste ? « Je suis à disposition de mon parti », dit celui qui brigue, en tout cas, un mandat à Etterbeek.

A.-C.B.